

# Tchad, 45 ans de dictature et un pays au bord du chaos



SURVIE  
210, rue Saint-Martin  
75003 PARIS  
www.survie-france.org  
01 44 61 03 25  
contact@survie-france.org

## La France est-elle mûre pour accepter la démocratie au Tchad ?

**A**près vingt années de guerres et autant sous le régime dictatorial de Hissène Habré puis d'Idriss Déby, le Tchad est au bord du chaos. Les tentatives de coup d'Etat se succèdent. De nouvelles rébellions apparaissent au Nord, à l'Est et dans le Sud du pays. Les désertions dans l'armée comme au sein du clan présidentiel se multiplient. Le Darfour s'embrase. Malgré le soutien diplomatique et militaire de la France, et en dépit de la nouvelle manne financière prélevée sur les revenus pétroliers pour renforcer son armée et sa sécurité, le régime d'Idriss Déby vacille.

C'est dans ce contexte explosif que le dictateur tchadien tente de se maintenir au pouvoir, afin d'assurer jusqu'au bout la main mise du clan présidentiel sur les ressources du pays, où les conditions socio-économiques ne cessent de se dégrader (le Tchad est aujourd'hui classé 173ème sur 176 pays en terme d'indice de développement humain). Après avoir modifié la constitution en juin 2005 par un référendum verrouillé d'avance lui permettant de briguer un troisième mandat, Idriss Déby a préparé sa réélection du 3 mai 2006, après avoir financé d'autres candidatures de circonstance pour afficher un minimum de concurrence électorale.

Mais la société civile tchadienne s'organise. Les principaux partis d'opposition, réunis au sein d'une plate-forme de mouvements démocratiques, ont appelé au boycott des élections. Rappelant la déclaration du Parlement Européen sur les conditions du dernier scrutin présidentiel et dénonçant l'attitude méprisante de l'Ambassadeur de France à leur rencontre, ils refusent de cautionner une nouvelle farce électorale organisée dans les mêmes conditions d'opacité et sur la base d'un recensement taillé sur mesure au profit du clan présidentiel. De nombreuses associations de défense



des droits de l'homme et ONG tchadiennes se sont regroupées au sein d'un « Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation au Tchad » afin de demander le report des élections et la mise en place d'une consultation de la classe politique nationale, en initiant une période de transition.

L'issue du rapport de forces entre une société civile dépourvue de moyens et un pouvoir criminel aux aguets paraît couru d'avance. A moins que la communauté internationale, à commencer par la France et l'Union européenne, qui s'auto-félicite de leurs nouveaux « programmes d'appui à la bonne gouvernance », ne cessent de soutenir ce régime vacillant. Ce serait sans compter alors sur le soutien indéfectible apporté par la France à cet ancien élève de l'Ecole de guerre de Paris, depuis sa prise de pouvoir en 1990 jusqu'à l'intervention discrète des troupes françaises pour le protéger d'un complot nocturne le 14 mars dernier. « *Mais qui d'autre que Déby avez-vous à me proposer?* », s'offusquait l'Ambassadeur de France auprès d'un responsable d'association tchadienne qui lui suppliait de cesser tout soutien politique au régime de Déby, au mépris de la volonté du peuple tchadien...

Il y a quelques années, Jacques Chirac déclarait que l'Afrique n'était pas mûre pour la démocratie. Aujourd'hui la question peut donc être retournée:

**La France est-elle mûre pour voir la démocratie s'installer au Tchad ?**

# Au Tchad la démocratie du plus fort e

## Le Tchad depuis 1960

**11 août 1960:** le pays accède à l'indépendance, après 60 ans de domination coloniale française. François Tombalbaye, 1er chef de l'État, met en place un régime autoritaire et instaure le parti unique.

**1963:** des révoltes paysannes éclatent dans le Nord, l'Est et le Nord-Est. Tombalbaye réprime durement la révolte des musulmans du Nord, principales victimes de sa politique.

**1965:** début de l'insurrection armée

**1966:** formation du **Frolinat** et d'un large mouvement de rébellion qui se développe. En dépit de l'aide militaire de la France, à partir de 1968, et des divisions des rebelles tchadiens, Tombalbaye ne peut en venir à bout.

**1972:** il demande l'appui du colonel **Kadhafi** et lui promet la bande d'Aozou en échange. Kadhafi ne tient pas ses engagements mais occupe le territoire promis, riche en uranium et en manganèse.

**1973:** Tombalbaye tente de restaurer l'unité du Tchad en prônant la *tchaditude*.

**1975:** un coup d'État militaire renverse Tombalbaye, qui est assassiné. Le général **Félix Malloum** lui succède à la tête de l'État et renforce la dictature. Le conflit s'internationalise avec l'intervention militaire de la France et les médiations de paix de la Libye et du Nigeria.

**1979:** La constitution d'un gouvernement d'union nationale présidé par Goukouni Oueddeï et soutenu par la Libye (qui intervient militairement en décembre 1980), se révèle un échec, et le conflit dégénère en guerre ouverte entre les factions rivales de Goukouni Oueddeï et de **Hissène Habré**.

**1982:** les forces de Hissène Habré investissent N'Djamena. Habré devint président. Il reçoit l'appui de la France pour reconquérir le Nord, mais il doit affronter seul de nouvelles interventions libyennes.

**1990:** l'opposition armée dirigée par **Idriss Déby**, proche de Tripoli, lance une vaste attaque contre le régime et prend le pouvoir avec le feu vert de la France

**1993:** une Conférence de réconciliation nationale décide la démocratisation et le multipartisme, mais Déby retarde les élections.

**1994:** la Cour internationale de Justice déclare tchadienne la bande d'Aozou.

**1996:** Idriss Déby, après avoir promulgué une charte nationale garantissant la liberté d'expression, le multipartisme et une nouvelle Constitution, organise l'élection présidentielle et la remporte.

**2001:** Idriss Déby est réélu suite à des élections entachées de fraudes.

**2005:** Déby organise un référendum pour modifier la Constitution et pouvoir briguer un troisième mandat.

L'histoire politique tchadienne est marquée par la violence, la répression et les coups d'Etat à répétition. La démocratisation annoncée dans les années 90 sous la pression de la rue s'est avérée un leurre. Avec le soutien infaillible de la France, le Président Idriss Déby a pu organiser plusieurs élections frauduleuses et se maintenir au pouvoir, malgré les protestations de la société civile tchadienne.

**C'**est en **Juin 1996** et en **mai 2001** qu'ont lieu les deux « sacres » électoraux d'Idriss Déby Itno.

Méthodes employées : augmentation du nombre d'électeurs dans le Nord, sous le contrôle de la Garde républicaine (ce qui permet de faire voter des enfants, de menacer les électeurs, de pourchasser et d'éliminer les opposants...); diminution du nombre d'électeurs dans les localités réputées hostiles au régime; distributions de fausses cartes d'électeur aux partisans de Déby; création de bureaux de vote pour les Tchadiens du Soudan. Les taux officiels de participations de 2001 s'élèvent à 104% à l'intérieur et 278% à l'extérieur!

Ces gigantesques farces n'auraient pu se faire sans l'aide précieuse de l'ambassadeur de France, l'armée française, ainsi qu'un cercle d'experts français en fraudes électorales. Le ministre français de la Coopération annonçait en février 2001 une aide financière française à l'élection présidentielle de mai, provoquant le lancement par l'association Survie de la campagne « Tchad: aide publique aux élections truquées ».

**Le 6 juin 2005 :** une révision constitutionnelle adoptée par l'Assemblée nationale tchadienne est approuvée par référendum avec les mêmes méthodes que les précédentes consultations. Elle supprime la limitation à deux mandats et permet à Déby de pouvoir se présenter à sa propre succession.

Sans cette modification, le scrutin 2006 aurait pu représenter un véritable espoir pour la société civile tchadienne de mettre un terme à la succession de dictatures qu'elle a subi. C'était sans compter sur le soutien inconditionnel de la France à ce régime. Le ministre français de la Coopération Xavier Darcos, de passage à N'Djamena en mai 2004, avait soutenu ouvertement l'idée d'une révision de la Constitution de 1996.

A l'approche du scrutin du 3 mai 2006, on ne peut que constater des similitudes avec les scrutins de 1996 et 2001. La plupart des partis d'opposition appellent au boycott de cette énième mascarade, et de nombreuses associations locales ont formé un *Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation au Tchad* qui propose des alternatives et travaille à la mise en place d'un mécanisme institutionnel de transition à la fin du mandat actuel du Président (voir page suivante).

## Les dangers du statu quo

- **le risque de transition violente:** rebellions armées, jusqu'au boutisme du régime, tentatives de coups d'Etat
- **l'instabilité régionale** provoquée par des régimes belliqueux (guerres avec la Lybie, conflit au Darfour, guerillas, réfugiés, etc.)
- **le découragement et l'exil** des forces démocratiques
- **la dégradation** de la situation sociale et économique

- ♦ modalités illégales d'exercice du pouvoir (coup d'État)
- ♦ racket et razzia
- ♦ prédominance de l'armée organisée, structurée
- ♦ précarisation de la situation des pays
- ♦ détournement



## Le pétrole, un enjeu m

L'exploitation du pipeline de 1046 km reliant le Tchad au Nigeria a commencé en juillet 2003. Initié en 1999, le projet a reçu le soutien de la société civile locale et internationale, préjudicé par la corruption, les détournements qu'il comporte. Le gouvernement de Déby dont les termes de la répartition des revenus pétroliers. Initialement, 80% du solde réservés aux secteurs prioritaires. On constate aujourd'hui ?

- les promesses d'aménagements (pauvres ont été victimes de violences et de pollution importante tout au long des 1046 km)
- le 29 décembre 2005, l'Assemblée nationale a décidé de débloquent les « fonds pour les générations futures » (armée et équipements militaires)

Ces crédits supplémentaires vont permettre de financer le développement du Tchad. Bien que la Banque mondiale ait bloqué l'exploitation perpétuelle du pétrole tchadien

# est toujours la meilleure

## Caractéristiques régime tchadien

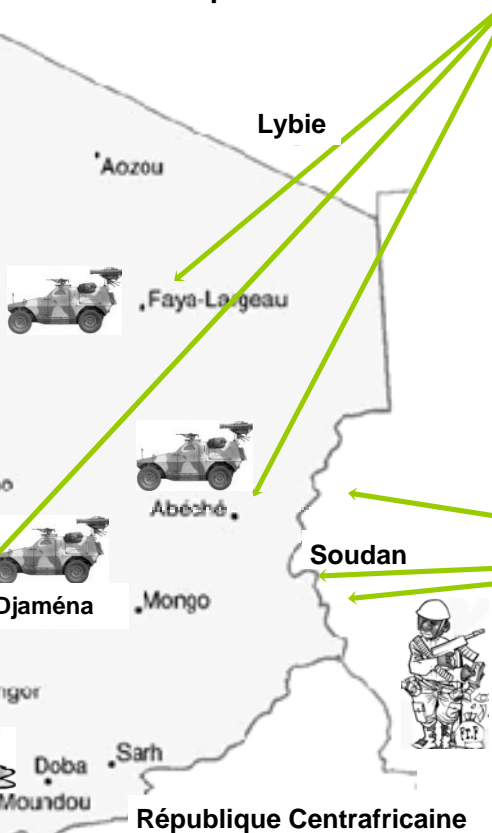
légales et illicites de prise de  
état, élection truquée...)

zzia comme mode d'enrichisse-

ce du chef autour duquel est or-  
rée et hiérarchisée la bande

n du droit et des institutions du

nt des revenus pétroliers



## Des responsabilités françaises historiques

- ⇒ La mise en place des dictateurs, l'appui aux coups d'État
- ⇒ Le soutien militaire, économique (via l'Aide Publique), diplomatique
- ⇒ La validation des élections truquées de 1996 et 2001
- ⇒ Des amitiés personnelles nouées avec les présidents (en particulier avec Idriss Déby, ami personnel de Jacques Chirac)
- ⇒ L'ingérence dans les affaires intérieures tchadiennes (ex: critiques adressées par l'ambassadeur français à l'opposition et à la presse tchadiennes)

## L'armée française, force d'appui du régime

Créée en février 1986, l'opération « Epervier » a permis au gouvernement tchadien de bénéficier d'un soutien logistique et humain de l'armée française afin de mettre fin aux incursions libyenne sur son territoire. Vingt ans après, et malgré la fin des accords de défense bilatéraux, la France dispose encore de 3 bases militaires permanentes au Tchad, dont la principale est implantée sur l'aéroport international de N'Djaména, avec un total de 1.100 militaires.

Le maintien de ces troupes pré-positionnées permet à la France de préserver ses intérêts géo-stratégiques en Afrique centrale, notamment depuis l'expulsion des troupes françaises de Centrafrique. Il est aussi utilisé pour aider ce « président élu et internationalement reconnu » à se maintenir au pouvoir, comme l'ont illustré l'intervention discrète des troupes françaises pour le protéger d'un complot nocturne le 14 mars dernier, le transport aérien quelques jours après du Président et de ses gardes du corps à bord d'un avion Transall, à Forchana, ou encore, selon de nombreux témoignages sur place, le transport de troupes et de matériel militaires tchadiens de l'aéroport de N'Djaména jusqu'à la base d'Abéché, à proximité de la zone de conflit du Darfour

## Darfour : silence on tue

Le Darfour est une région à l'ouest du Soudan située sur la frontière avec le Tchad, en proie depuis 2003 à un violent conflit entre factions rivales, rébellions, coalitions politico-militaires et armées gouvernementales. Les facteurs sont d'ordres historique, stratégique mais surtout politique, impliquant notamment la responsabilité majeure des Chefs d'Etat tchadien et soudanais qui s'affrontent par belligérants interposés.

Les conséquences sont désastreuses pour les populations civiles : meurtres, viols, 2 millions de déplacés et 3 millions de personnes (soit la moitié de la population) qui ne survivent que grâce à l'aide internationale, quand celle-ci peut les atteindre. Le conflit, débordant à présent la frontière soudanaise, se poursuit jusque dans l'est du Tchad.

Début 2006, Koffi Annan a exhorté les Etats membres des Nations-Unies à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour protéger les populations menacées puis pour mettre fin à ce conflit. Il préconise que la force d'observation de l'Union Africaine (5000 soldats et 2000 policiers) soit relayée par des casques bleus munis d'un mandat leur permettant de mener à bien l'intervention.

Comme le souligne le Comité tchadien de suivi d'appel à la paix et à la réconciliation, « il existe un **risque élevé d'escalade** de la violence à travers : des interventions probables de gouvernements dans des conflits inter-ethniques au Darfour, des dissensions entre groupes armés, l'affaiblissement du pouvoir central ou la prise de pouvoir par les armes, émeutes populaires... On peut craindre la généralisation des violences, une multiplication des atteintes aux droits de l'homme et un accès fermé au Darfour pour les actions humanitaires et pour les opérations de sécurisation par la communauté internationale ».

## ajeur

le bassin de Doba à la ville côtière de Kribi (Cameroun) a débuté  
le soutien de la Banque mondiale, en dépit de la contestation de  
occupée par les risques écologiques, humains et économiques  
Pour tenter d'y répondre, la Banque mondiale a passé un accord  
nes sont inscrits dans la loi 001 votée le 11 janvier 1999, qui régit  
ment, 15% étaient censés être destinés aux générations futures et  
res de développement (santé, éducation, infrastructures...). Quel

ts, dispensaires...) n'ont pas été réalisées, des populations entiè-  
déplacements forcés, la construction de l'oléoduc a entraîné une  
46 km de conduites...

ationale a voté une loi qui modifie la loi 001, permettant à Déby de  
ons futures » (30 millions dollars) et d'insérer le secteur de la sé-  
dans les fonds réservés aux secteurs prioritaires.

à Déby de renforcer son armée en plein embrasement du Dar-  
é les prêts dès janvier 2006 et que la situation n'ait pas évolué,  
continue de faire le jeu de Déby.

# La société civile tchadienne mobilisée pour la paix

Le 16 novembre 2002, à l'initiative du Collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme (CADH), plus de 150 acteurs de la vie publique se sont rassemblés et ont cherché à faire ressortir les causes de la situation de non-paix quasi-permanente au Tchad.

Face au refus du parti au pouvoir de prendre part aux débats, les participants ont décidé de mettre en place un processus de négociation collective afin de poser les bases politiques de la construction d'une paix véritable dans le pays.

Un Appel à la paix et à la réconciliation a été lancé auprès des acteurs de la vie sociale et politique afin de proposer des pistes de

solutions globales aux problèmes évoqués : assurer la bonne gouvernance et la bonne gestion du pays, régler le problème de l'armée (représentativité, impunité...), réforme de la justice, redéfinition de la forme de l'Etat (décentralisation, fédération...).

Un Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation, ouvert à toutes les structures de la société civile tchadienne a été mis en place afin de mobiliser les acteurs de la vie sociale et politique tchadienne. Son activité a redoublé à l'approche de l'élection présidentielle tchadienne de mai 2006, un scrutin dont l'opportunité et les conditions de déroulement sont contestées par la société civile tchadienne.

## Les propositions de la société civile tchadienne pour une démarche de paix en 2006

Considérant le blocage politique au Tchad, l'état de violence généralisée dans le pays et le risque de retour à la guerre civile, le Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation souhaite que l'ensemble des acteurs socio-politiques et les populations tchadiennes s'engagent dans une démarche globale de paix et de réconciliation qui passe aujourd'hui par :

- La mise en place d'un mécanisme institutionnel de transition à la fin du mandat actuel du Président Déby et l'instauration d'un dialogue politique
- La mise en place d'une réforme du système sécuritaire (SSR) qui inclut un plan de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) des forces armées en vue notamment de la constitution d'une armée nationale
- Une démarche de réconciliation nationale et populaire

### Dans cette perspective, le Comité demande :

#### Au gouvernement

De donner mandat à un comité de pilotage composé de membres de la société civile indépendants et de membres des administrations concernées pour préparer la transition notamment par l'organisation d'un Forum National ayant pour finalités de :

- définir le dispositif de la transition (organes, durée, acteurs...)

- établir un agenda électoral (révision code, CENI...)
- étudier les priorités du pays en terme de développement
- organiser un dialogue national et populaire dans l'ensemble du pays en vue d'une véritable réconciliation nationale
- mettre en place un mécanisme de suivi et de contrôle de la transition

#### A la communauté internationale

- de soutenir politiquement un processus de paix globale et durable associant l'ensemble des forces sociales et politiques
- de financer et de sécuriser le dialogue national
- d'apporter une assistance technique à la mise en place et au suivi de la phase de transition politique
- d'accompagner (techniquement, financièrement, militairement) les processus DDR et SSR.

Le Comité rappelle néanmoins la nécessité de la mise en place de certains préalables pour permettre au processus d'atteindre ses objectifs

- l'autonomie de gestion du comité de pilotage
- la participation de l'ensemble des acteurs (politiques, société civile, politico-armés) au dialogue national
- un cessez-le-feu pour permettre la tenue du dialogue

Pour contacter le Comité: [coordination@initiative-paix-tchad.org](mailto:coordination@initiative-paix-tchad.org)  
[www.initiative-paix-tchad.org](http://www.initiative-paix-tchad.org)

**S'informer, agir**

## Les dictateurs amis de la France?!

En mai 2004, l'association Survie (connue pour sa dénonciation du néocolonialisme français en Afrique) lançait sa campagne « les dictateurs amis de la France !? », dénonçant le soutien diplomatique, économique et militaire dont bénéficient certains despotes africains, dont le tchadien Idriss Déby. Près de 15 000 citoyens et une quinzaine de députés ont appuyé cette démarche, qui a abouti en décembre 2005 à l'organisation d'un contre-sommet Afrique France à Bamako réunissant des représentants d'une dizaine de pays africains. Entre temps, une cinquantaine de rencontres, débats, manifestations ont été organisées dans la France entière autour de témoignages de démocrates africains, du Tchad en particulier. La remise en cause de certains aspects des relations franco-africaines fera l'objet d'une mobilisation spécifique de plusieurs ONG françaises réunies dans une plate-forme d'interpellation des candidats aux élections de 2007.

Les documents de campagne sont disponibles sur le site de Survie.

### Lire

Survie-Agir Ici, **Tchad, Niger, escroqueries à la démocratie**, Dossier Noir n° 8, L'Harmattan, 1996

Survie-Agir ici, **La Françafrique**, Stock, 1998

FX. Verschave, **Noir Silence**, Les Arènes, 2000

FX. Verschave, **Noir Procès**, Les Arènes, 2001

N. Yorongar, **Tchad le procès d'Idriss Déby**, L'Harmattan, 2003

M. Petry et N. Bambé, **Le Pétrole du Tchad, rêve ou cauchemar des populations?**, Karthala, 2005

### S'investir:

Créée en 1984, l'association **Survie** milite pour l'assainissement des relations franco africaines, contre la banalisation du génocide et pour l'accès de tous aux biens publics mondiaux.

L'association compte 1800 adhérents et 20 groupes locaux en France. **Rejoignez-nous!** [www.survie-france.org](http://www.survie-france.org)

